Pas de démocratie universitaire sans courage des universitaires

No Academic Democracy without Academics' Courage

Éric Dacheux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8419>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.8419

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 août 2013

Pagination : 145-158

ISBN : 978-2-8143-0162-7

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Éric Dacheux, « Pas de démocratie universitaire sans courage des universitaires », *Questions de communication* [En ligne], 23 | 2013, mis en ligne le 31 août 2015, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8419> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.8419

ÉRIC DACHEUX

Communication et solidarité

Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand

F-63000

dacheux.eric@univ-bpclermont.fr

PAS DE DÉMOCRATIE UNIVERSITAIRE SANS COURAGE DES UNIVERSITAIRES

Résumé. — Arnaud Mercier a raison, les universités sont à la dérive, les universitaires sont en péril. La Loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU), les politiques d'évaluation, la course à la taille critique, les nouvelles modalités du management public, etc. nous précipitent dans le mur. Mais il a tort, toutes les difficultés ne proviennent pas des orientations prises par les pouvoirs publics ces dix dernières années. Le mal est plus profond. D'une part, l'espace public universitaire est moribond, si bien que la voix de la communauté universitaire est inaudible dans l'espace public national et, d'autre part, le peu d'engagement concret dans des actes de résistance contre les lois proposées par le gouvernement explique — en grande partie — la facilité avec lesquelles des décisions si récentes ont bouleversé, en profondeur, le monde universitaire.

Mots clés. — Université, espace public, démocratie, communication politique, engagement, non-violence.

Oui, l'université va mal ; oui, les sciences de l'information et de la communication (sic) peuvent proposer un éclairage original sur cette crise. Sur ces points, je suis en accord avec Arnaud Mercier (2012). Je partage également une partie de son diagnostic : l'Université française, comme tout le service public, est victime d'une idéologie néolibérale qui se traduit par un changement de modèle des missions de l'Université synthétisé dans son tableau 1 (Mercier, 2012 : 203). Du coup, l'Université se trouve plongée, par la Loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU), dans des injonctions paradoxales – dont certaines sont illustrées dans le tableau 2 (*ibid.* : 206) – et se lance dans une course abracadabrantesque à la grande taille : « Vouloir faire croire qu'à coup de meilleures *performances* ou de *fusions*, nous entrérons aux meilleures places de ce classement [de Shanghai] n'est rien d'autre qu'une absurdité » (*ibid.* : 209). Pourtant, malgré un même positionnement professionnel – pas de critique *a priori* contre la professionnalisation mais conviction que le cœur des missions de l'Université est de « former des citoyens éclairés, avec un esprit critique » (*ibid.* : 228) –, nous avons deux grandes divergences. La première, que je ne traiterai pas ici, tient dans les pistes concrètes que propose Arnaud Mercier pour résoudre la crise. Pistes qui me semblent à la fois trop limitées par rapport à l'ampleur des problèmes soulevés et trop en retrait par rapport aux mêmes propositions faites par mon syndicat, le Syndicat national de l'enseignement supérieur (Snesup). La deuxième, que je vais m'efforcer de développer, relève de la question de la démocratie universitaire. Sauf, erreur de ma part, Arnaud Mercier n'emploie jamais le terme « démocratie » même s'il utilise, par quatre fois, le vocable « démocratisation » (lorsqu'il traite de l'accès à l'enseignement supérieur, par exemple). Or, il me semble qu'une analyse, placée sous le signe de la communication politique, du déficit démocratique de nos universités, permet, d'une part, de compléter le diagnostic (première partie) et, d'autre part, de contester le terme « d'aliénation » qui dédouane, un peu trop facilement, les universitaires de leur responsabilité en la matière (deuxième partie). Pour conclure cette introduction, je dois préciser que j'ai été, pendant près de quinze ans, élu (à titre syndical) dans différentes instances : deux ans au Conseil national des universités (CNU), huit ans dans un conseil administration, quatre ans dans un conseil scientifique¹ ; et que je reste toujours impliqué dans les organes décisionnaires locaux (conseils de département, d'unités de formation et de recherche, etc.). C'est dans cette expérience de terrain que s'ancrent les réflexions théoriques que je vais maintenant développer.

L'affaiblissement de la démocratie universitaire

L'absence du terme démocratie dans son texte illustre bien la force de cette novlangue que dénonce le chercheur. Désormais, on ne parle plus de démocratie, mais de gouvernance. Or, cette notion n'est pas neutre, elle vient du monde de

¹ Respectivement celui de l'université Jean Monnet (collège B), puis celui de l'université Blaise Pascal (collège A).

l'entreprise. Il s'agit d'élargir le cercle des parties prenantes de manière à faire plus de bénéficiaires. La finalité de la gouvernance est l'efficacité économique, celle de la démocratie est le vivre ensemble. Parler de gouvernance universitaire c'est donc placer les enseignants, les personnels et les étudiants sous la tutelle unique de la rentabilité. Vouloir réformer, comme s'y est engagé le gouvernement actuel, la loi LRU pour développer une « gouvernance démocratique² » de l'Université, ce n'est pas renoncer à cette tutelle, mais subordonner les règles du vivre ensemble de la communauté universitaire aux lois de la profitabilité. Pour le formuler en termes habermassiens, il s'agit de subordonner l'agir communicationnel à un agir instrumental et non de restaurer cet agir communicationnel qui est au cœur de l'identité universitaire. Or, l'université souffre d'un déficit démocratique qui ne fait que s'accroître au fur et à mesure qu'une gouvernance centralisée s'impose. Encore faut-il s'entendre sur la notion de démocratie ! En effet, c'est au nom de la démocratie que Valérie Pécresse défendait la loi LRU, puisque, selon elle, il s'agissait d'équilibrer les pouvoirs entre universitaires et usagers par l'association à sa gouvernance (*sic*) du monde extérieur (Pécresse, Kahn, 2011). Cette vision, classique, de la démocratie comme équilibre des pouvoirs se trouve généralement complétée par une autre lecture juridique assimilant démocratie et existences de procédures légales permettant le choix des gouvernants par les gouvernés. Ainsi, selon Jean Leca (2004 : 21) : « La démocratie est la procédure, dans sa version représentative, par laquelle les gouvernés gouvernent, désignent et sanctionnent les gouvernants ». Dans cette perspective juridique, la loi LRU est critiquée par Arnaud Mercier – et beaucoup d'autres acteurs de la vie universitaire comme le président du Cercle des constitutionnalistes, par exemple³ – puisqu'elle se traduit par une concentration des pouvoirs entre les mains du président de l'université et un mode d'élection du conseil d'administration qui, en favorisant outrageusement la liste majoritaire, « ne favorise guère ni la recherche de consensus ni le dialogue » (Andriantsimbazovina, 2012). La loi LRU a donc sacrifié la démocratie sur l'autel de la gouvernance. Mais, en donnant une définition complémentaire de la démocratie, on peut encore aller plus loin dans l'analyse.

Les deux dimensions oubliées de la démocratie

La démocratie ne se confond ni avec le système représentatif ni avec le libéralisme. La démocratie est, première dimension, un idéal, rappelle Jacques Rancière (2005), celui de l'égalité et de l'autonomie. Chacun, en démocratie, peut exercer le pouvoir sans condition de classe, de race, de religion ou de savoir, comme le signifie la pratique antique du choix du gouvernement par tirage au sort (*ibid.*). Cet idéal est le régime de justification d'une société singulière : une société autonome qui se

² L'expression « gouvernance démocratique » a été utilisée par le candidat à l'élection présidentielle Fr. Hollande dans son discours de Nancy (05/03/12).

³ Dans une tribune libre sur le site lemonde.fr publiée le 4 mai 2012 (Andriantsimbazovina, 2012).

fonde sur elle-même (Castrodis, 1975 ; Gauchet, 2004) où vivent des individus autonomes (Verbunt, 2006) et qui est marquée par une tension constante entre liberté et égalité (Tocqueville, 1835). Cependant, la démocratie, c'est aussi, deuxième dimension, un régime politique particulier marqué par l'instauration d'un espace de médiation entre la société civile et l'État qui favorise, par le débat contradictoire, l'émergence d'une opinion publique. Cet espace – qui n'existe pas dans les régimes totalitaires – c'est l'espace public (Habermas, 1978). Or, le libéralisme porte une acception minimaliste de l'espace public. Certes, face à une vision élitiste de la démocratie selon laquelle la complexité des problèmes et l'ignorance des citoyens réclament un gouvernement technocratique (Schumpeter, 1969), l'héritage des Lumières conjuguant autonomie du sujet et libre exercice de la raison par tous les citoyens qu'incarne le libéralisme politique doit être assumé. Mais cet héritage, qui se traduit dans les faits par une démocratie représentative dans laquelle des citoyens élisent périodiquement les élites qui les gouvernent, peut être dépassé. En effet, dans l'idéal libéral tel qu'exprimé par Isaiah Berlin (1969), toutes les idées sont équivalentes et doivent être respectées. Dans ces conditions, la tolérance consiste à ne pas défendre publiquement ses idées comme étant supérieures aux autres. Dans une telle vision, l'État doit être neutre, il ne doit pas promouvoir de valeurs particulières, mais, par sa neutralité même, garantir un *consensus* minimal favorisant la gestion et la cohabitation de conceptions différentes. Ainsi les débats deviennent-ils essentiellement une affaire privée et la volonté populaire n'est-elle que l'agrégation des préférences individuelles qui se sont formées au sein de la sphère privée. L'espace public n'est donc pas le lieu où se développe un débat public permettant la formation d'une opinion publique, mais le lieu de la publicisation du résultat de l'agrégation des opinions individuelles. Or, cette conception minimaliste de l'espace public doit être critiquée. Pour des raisons empiriques évidentes (la controverse est présente dans l'espace public) comme pour des raisons théoriques majeures (la démocratie n'est pas seulement un droit, c'est aussi un devoir de participation). Il faut donc développer une conception plus riche, multidimensionnelle, de l'espace public. Comment ? Jürgen Habermas (1992) propose une voie : la synthèse théorique. En effet, comme le chercheur l'explique parfaitement lui-même (chapitre 7 de *Droit et Démocratie*), sa conception de la démocratie délibérative (et donc sa vision de l'espace public politique) représente une synthèse entre trois visions de la démocratie. La première, libérale, est axée sur les droits individuels, tandis que la seconde, républicaine, est fondée sur le devoir de participation politique. La troisième est systémique et met l'accent sur la division inexorable de nos sociétés complexes en sous-systèmes autopoïétiques se régulant indépendamment des citoyens. Ces trois théories ne sont pas forcément complémentaires, pourtant Jürgen Habermas emprunte à chacune d'elle. Selon l'auteur, l'espace public « ne peut pas se concevoir comme une institution, ni, assurément, comme une organisation [...]. Il ne constitue pas non plus un système ; il admet certaines frontières intérieures, mais, vis-à-vis de l'extérieur, se caractérise par des horizons ouverts, poreux et mobiles » (Habermas, 1992 : 387). Au sein de ces frontières poreuses, « la procédure démocratique de législation est conçue de telle sorte

que les citoyens fassent de leurs droits de communication et de participation un usage qui soit, entre autres, orienté vers le bien public, usage que l'on peut demander, mais qui ne peut être obtenu de force par le droit » (*ibid.* : 492). Loin de cette élégante synthèse habermassienne, je propose, par le prisme des sic, une autre approche de la démocratie restituant, elle aussi, toute la complexité théorique et empirique de l'espace public.

Une conception dialogique de l'espace public

Les sic sont des sciences sociales qui construisent un cadre d'intelligibilité interdisciplinaire permettant de mieux comprendre la communication (Perret, 2004), en l'occurrence la communication politique. Or, cette dernière se déploie dans l'espace public, notion aujourd'hui mise à toutes les sauces théoriques (plus ou moins indigestes). C'est pourquoi, il semble important de revenir à son acception première, celle d'Emmanuel Kant, l'espace public est le cœur de la démocratie, celui qui fonde la légitimité de la loi. Or, concernant les relations entre communication et démocratie, la pensée complexe invite à réunir des traditions de recherche qui s'ignorent trop souvent (*Hermès*, 2011). Plus précisément, elle conduit à rendre compte des relations antagonistes et complémentaires qui traversent l'espace public contemporain dans ses deux dimensions : médiation et engagement.

Un espace dialogique de médiation

L'espace public est le cœur de la démocratie. C'est un espace de médiation : il relie tout en maintenant à distance. Simplement, cette médiation est singulière. Elle vise moins à établir un *consensus* qu'à permettre l'expression de la critique. L'espace public est le lieu de confrontation d'opinions contradictoires. Ce « conflit intégrateur » (Simmel, 1918) doit être appréhendé dans deux aspects distincts. Premier aspect, l'espace public, est une médiation singulière propre au régime démocratique. Deuxième aspect, l'espace public est une instance historique de régulation des ordres infrastructuraux régissant toute société. En effet, chaque société est un « ensemble d'ensembles » (Braudel, 1967, 1979a, 1979b), c'est-à-dire le fruit instable d'alliances et de luttes entre des ordres infrastructuraux qui cherchent chacun à dominer les autres. En accord avec Éric Forgues (2000), je pense que ces ordres sont au nombre de trois : le politique (élaboration de la norme), l'économique (valorisation des ressources) et le symbolique (circulation du croire). Ainsi, en prenant en compte simultanément ces deux aspects, peut-on définir l'espace public comme étant celui de la médiation réflexive propre à la société démocratique. Médiation conflictuelle articulant, au sein d'une même instance, arbitrage entre les ordres infrastructuraux et débats contradictoires sur l'intérêt général. Cependant, cette première définition reste incomplète, puisque l'espace public est aussi un espace d'engagement.

Un espace dialogique d'engagement

Deux raisons, au moins, justifient que l'on ne limite pas l'espace public à une instance de médiation. La première est que la communication politique passe par des dispositifs techniques singuliers qui font peser un certain nombre de contraintes sur les acteurs, qui les engagent dans des voies dont ils cherchent souvent à s'écarter. Dans cette perspective, l'espace public est un entrelacement de deux types de dispositifs : les dispositifs médiatiques où la nature du support (télévisuel, radiophonique, etc.) et le projet éditorial (déstabiliser, rassurer, etc.) imposent des contraintes à ceux qui interviennent (Lochard, 1999) et les dispositifs participatifs qu'ils soient institutionnels (Monnoyer-Smith, 2011) ou issus de la société civile (Dacheux, 2008). La deuxième raison qui pousse à ne pas réduire l'espace public à une instance de médiation est que l'espace public s'incarne aussi dans des lieux publics (Paquot, 2009), des espaces physiques où les citoyens déploient diverses activités dont certaines mettent en danger leur vie même. Dans cette acception, l'espace public est aussi constitué par l'ensemble des lieux publics où l'on met en jeu son intégrité physique. Dans le cadre d'une conception dialogique de l'espace public, il convient de prendre en compte simultanément médiation et engagement. La première dimension fondera notre analyse de la première partie, la seconde permettra d'ancrer le diagnostic opéré dans la seconde.

Faiblesse de l'espace public universitaire

Instance conflictuelle, l'espace public est tant une médiation politique spécifique que le lieu d'arbitrage entre trois ordres infrastructureux. Or, bien avant la loi LRU, l'espace public universitaire était en crise : les élections pour le CNU étaient déjà moins le lieu de débats sur l'intérêt général opposant des visions contradictoires qu'un jeu de tractations téléphoniques visant à élaborer une liste permettant à tel ou tel professeur d'être élu ; les conseils centraux étaient déjà des chambres d'enregistrement de décisions prises lors des rencontres entre responsables d'unités de formation et de recherche (UFR) et équipe présidentielle ; les discussions dans les conseils d'UFR et de département se tenaient déjà en fins de journées harassantes si bien que chacun n'avait qu'une envie : abréger au plus vite les débats pour que les obligations administratives soient remplies ; les commissions de spécialistes, les rares fois où elles n'étaient pas jouées d'avance, se transformaient en pugilat où chacun plaçait son poulain, etc. Si on ajoute à tout cela, la faible participation des enseignants et des étudiants aux élections des différents échelons universitaires, on comprend que la présidentialisation voulue par la loi LRU, la gouvernance opaque des pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES), des labex et autres idex n'ont fait qu'accentuer le déficit d'espace public interne à l'Université. Or, un tel déficit engendre cinq problèmes complémentaires peu ou pas pris en compte par Arnaud Mercier. Le premier problème est l'absence d'une communauté politique universitaire. Selon Étienne Tassin (1992), l'espace public est ce qui fonde une

communauté politique, ce qui permet de relier, sans les lier, des individus appartenant à des communautés différentes. Sans réel espace public, les personnels non enseignants (bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, personnels sociaux et de santé – BIATSS), les enseignants du second degré, les enseignants-chercheurs, les chercheurs, les professionnels et les étudiants se croisent sans vraiment débattre de leur destin commun. Sans une communauté politique universitaire forte, comment faire entendre sa voix auprès des pouvoirs publics ? Deuxième problème, le déficit de l'espace public universitaire conduit à une légitimation insuffisante des pouvoirs universitaires. On le sait, c'est par l'espace public que les membres d'une communauté se sentent non seulement destinataires du droit, mais aussi auteurs de ce droit (Habermas, 1992). Faute d'espace public interne, tous les pouvoirs universitaires souffrent de légitimité. Légitimité que la loi LRU, loin de soutenir, ne fait qu'affaiblir. En l'absence de légitimité sur les décisions stratégiques, les différents échelons du pouvoir universitaire en sont réduits à gérer les problèmes administratifs, d'où la facilité avec laquelle le *new public management* s'impose. Le troisième problème a trait à la faible visibilité de la vie politique universitaire, puisque l'espace public est une scène d'apparition du politique (Arendt, 1958). Faute d'un espace public interne dynamique, les responsables politiques universitaires sont méconnus (combien d'étudiants connaissent le nom de leur président d'université ou le nom du syndicat majoritaire au conseil d'administration ?) et les problèmes politiques de l'université restent peu visibles aux yeux des étudiants et des professionnels qui la fréquentent. De plus, quatrième problème, la tension – nécessaire selon Paul Ricoeur (1997) – entre utopie et idéologie a déserté l'université. Aujourd'hui, 1968 n'est plus qu'un lointain souvenir, le peu de débat contradictoire sur l'intérêt général que connaît notre communauté ne permet pas l'élaboration d'une utopie universitaire qui, à l'image du projet porté par le collectif Sauvons la recherche, pourrait être opposée à l'idéologie libérale qui se déploie dans le monde académique au moment même où cette dernière a fait la preuve de sa nocivité dans le monde économique. Enfin, dernier problème, le temps qui était l'allié objectif de la lente constitution des espaces publics du XVIII^e siècle, devient aujourd'hui facteur d'accélération de leur dépérissement. La lourdeur administrative est telle que la plupart des établissements universitaires doivent préparer leur contrat quinquennal avec l'État avant même d'avoir pu tirer un quelconque bilan des mesures prises. *Time is money*, du coup les technologies de l'information et de la communication se développent dans le monde universitaire avec les effets dénoncés par Paul Virilio (1995) : l'urgence succède à l'urgence sans qu'aucune réflexion critique collective ne puisse véritablement se constituer.

Faiblesse des universitaires dans l'espace public

Faute d'un espace public interne ardent et énergique, la communauté universitaire est divisée, ceux qui la dirigent sont délégitimés, les autres, écrasés par des tâches de plus en plus nombreuses à faire en de moins en moins de temps, sont incapables de fonder un projet alternatif à la vision utilitariste des pouvoirs publics, tandis que

les étudiants et les professionnels qui, pourtant, pourraient être des relais efficaces du monde académique dans l'espace public, ne comprennent pas grand chose aux enjeux universitaires. C'est dramatique pour notre communauté, mais aussi, comme le souligne la revue *Vacarme* (2012), dramatique pour l'avenir même de la démocratie. La mission de l'Université n'est pas de former de la main d'œuvre soumise à des entreprises d'ailleurs bien incapables de prévoir leurs besoins en ressources humaines dans les cinq ans qui viennent, mais de former des citoyens critiques. La démocratie est forte de ces citoyens, c'est pourquoi elle peut devenir malade de son université. En tout cas, si cette dernière ne se révolte pas contre la logique managériale qui l'asphyxie alors qu'elle avait déjà du mal à respirer ! À ce propos, l'exemple du Québec (le printemps Érable de 2012) est fort éclairant : c'est pour museler les étudiants qu'un gouvernement a fait voter une loi réduisant l'un des droits démocratiques fondamentaux : le droit de grève ; c'est parce que les étudiants ne se sont pas soumis aux diktats libéraux qu'un débat public s'est développé et a permis une alternance démocratique.

Le désengagement des universitaires

La première partie de notre analyse l'a montré, la faiblesse de l'espace public, entendu comme instance de médiation conflictuelle, au sein du monde universitaire a créé un déficit démocratique qui n'a pas été généré par la loi LRU même s'il a été considérablement amplifié par elle. Il s'agit donc d'un complément à l'analyse d'Arnaud Mercier visant à montrer que le malaise qu'il décrit ne peut pas être uniquement imputé à l'action des pouvoirs publics : la communauté universitaire – chacun d'entre nous – porte aussi une part de responsabilité. Cette part est même, selon moi, prépondérante, si on s'intéresse à la deuxième caractéristique de l'espace public, celle de l'engagement. L'espace public est aussi celui du courage, celui où l'on met, potentiellement, son intégrité physique en jeu comme l'ont montré les manifestants de la place Tahrir. À cet aune, on ne peut qu'être frappé par l'absence de courage du monde universitaire. À nouveau, un détour complémentaire par la théorie s'impose pour comprendre ce diagnostic qui peut paraître sévère.

Désobéissance civile, non-violence et pouvoir

Les discours ne suffisent pas, qui ne lutte pas contre soutient. Cette leçon n'est pas uniquement celle de l'existentialisme sartrien (1945), elle est aussi au cœur de la désobéissance civile conceptualisée par Henry D. Thoreau (1996 : 17) : « Il est applaudi le soldat qui refuse de servir dans une guerre injuste, par ceux-là même qui ne refusent pas de financer le gouvernement injuste qui mène la guerre ». Autrement formulé, et les deux ouvrages successifs de Stéphane Hessel (2010, 2011) le signalent bien, s'indigner ne suffit pas ; il convient aussi de s'engager. Or, si des ouvrages récents de sciences politiques s'intéressent à la désobéissance civile

(Ogien, Laugier, 2010 ; Hayes, Ollitrault, 2012), ils le font sous un angle qui néglige l'approche communicationnelle du pouvoir propre à la non-violence. Pourtant, dans la *Revue française de science politique*, Jacques Sémelin (1998) insistait sur la nécessité de ne pas déconnecter les réflexions sur la désobéissance civile de celles sur la non-violence, de ne pas évoquer Henry D. Thoreau en oubliant Gandhi si l'on veut faire simple. Or, les études sur la non-violence publiées à la suite des actions du *mahatma* s'appuient sur une vision relationnelle du pouvoir. Dans la tradition du *Discours sur la servitude volontaire* d'Étienne de La Boétie (1574), souvent cité, les penseurs de la non-violence font du pouvoir non une puissance intrinsèque qui aliène par la force, mais une interaction asymétrique basée sur la coopération de celui qui obéit. La non-violence est l'arme des forts disait Gandhi, c'est la peur de la sanction qui est à la source du pouvoir, complète Gene Sharp (1995 : 38) :

« Une coopération, une obéissance et un soutien absolus augmentent la disponibilité des sources du pouvoir et par là même la capacité du pouvoir des gouvernants. À l'inverse, le fait de restreindre ou de refuser la coopération réduira ou supprimera la disponibilité de ces sources du pouvoir. Le fait de coopérer ou non ouvre ou ferme l'accès aux ressources nécessaires au gouvernant, comme un robinet contrôle le débit d'eau. [...] Si donc, concluait La Boétie, "on ne donne rien aux tyrans, on ne leur obéit point, sans combattre, sans frapper un coup, ils se retrouvent tout nus et défaits, incapables d'aller plus loin, tout comme la racine privée de terre ou de nourriture laisse dépérir et mourir la branche" ».

Cette citation du politologue américain renvoie à une définition du pouvoir proche de celle de l'analyse stratégique chère à Michel Crozier : le pouvoir n'est pas un attribut, mais un système de relation. Cette vision du pouvoir comme communication d'influence que l'on retrouve en communications politique et organisationnelle invite, du coup, à contester le vocable « aliénation » utilisé par Arnaud Mercier (2012). La communauté universitaire est moins prisonnière de règles injustes imposées par un pouvoir politique omnipotent auquel il est impossible de résister, que la victime – indignée mais peu agissante – d'une idéologie (au sens de Paul Ricoeur et non de Karl Marx⁴) qu'elle dénonce dans ses discours mais accepte dans ses actes.

La communauté universitaire n'est pas aliénée...

Aliéner, au sens étymologique, c'est rendre autre, étranger. Le dictionnaire (*Le Robert*) remémore que le premier sens du mot est juridique : « transférer à un autre une propriété ou un droit ». Dans un sens figuré, aliéner, c'est « perdre un droit naturel. Aliéner ses droits, perdre sa liberté, son indépendance ». Dans un sens second, ce verbe signifie « Éloigner de soi, rendre étranger, hostile ». Effectivement, selon cette seconde acception, le travail en usine est une aliénation dans la mesure où, écrit Karl Marx (1932 : 55-58) dans ses *Manuscrits de 1844*, l'ouvrier est non seulement étranger à l'objet de son travail qui ne lui appartient plus, mais l'aliénation est aussi présente

⁴ Selon K. Marx, l'idéologie est le reflet inversé, mensonger, de la réalité ; selon P. Ricoeur, c'est la vision du monde dominante.

« à l'intérieur de l'activité productive elle-même [...]. Or, en quoi consiste l'aliénation du travail ? D'abord dans le fait que le travail est extérieur à l'ouvrier; c'est-à-dire qu'il n'appartient pas à son essence, que donc, dans son travail, celui-ci ne s'affirme pas mais se nie, ne se sent pas à l'aise, mais malheureux, ne se déploie pas dans une libre activité physique et intellectuelle, mais mortifie son corps et ruine son esprit ».

Cette définition de l'aliénation permet de contester l'utilisation de ce vocable car si les universitaires éprouvent bien, comme le souligne Arnaud Mercier, un profond malaise, celui-ci ne vient de la privation de la liberté intellectuelle. Contrairement à l'ouvrier taylorien, l'universitaire reste maître du contenu, de l'organisation et du mode d'évaluation de ses cours. Reste alors le sens figuré d'aliénation : la privation de liberté. Or, la communauté universitaire reste une démocratie. Démocratie très affaiblie, certes (voir *supra*), mais démocratie quand même où, à la différence de la société anonyme, d'une Église ou d'un lycée, on choisit ceux qui dirigent les diverses instances, on est invité à participer à l'élaboration des orientations stratégiques de l'établissement et où l'on peut même faire grève, sans perdre son salaire⁵ ! Pourtant, force est de constater que cette liberté qui, autrefois, a permis aux universités d'imposer certaines réformes au gouvernement (mai-68, retrait du projet de loi porté par Alain Devaquet en 1986...), s'incarne plus dans une critique résignée que dans des actes forts de contestation. Comme le disait Henry D. Thoreau (1849 : 14), il y a plus de 150 ans : « Pour un seul homme vertueux, il y a 999 défenseurs de la vertu ».

... mais elle est peut être victime de sa mauvaise foi...

Dans *L'être et le néant* (1943), Jean-Paul Sartre traite de la mauvaise foi. Il décrit ce garçon de café qui joue à faire le garçon de café. Ce faisant, il endosse le rôle social que l'on veut lui faire jouer, mais renonce à être lui-même. Au nom de déterminismes extérieurs, le garçon de café renonce à sa liberté. En lisant, le passage d'Arnaud Mercier (2012 : 219-229) « Travail à l'université et sentiment d'aliénation » qui aborde les universitaires « victimes d'une dépossession de leur outil de travail » (*ibid.* : 220) ou l'« idéal du moi capturé par la pression managériale » (*ibid.* : 221), je n'ai pu m'empêcher de penser à ce texte de Jean-Paul Sartre étudié dans ma jeunesse : à l'Université qui sont les managers, sinon des universitaires ? Quel est notre principal outil de travail, sinon notre liberté intellectuelle ? Qui peut nous en déposséder sinon nous-mêmes ? Les universitaires victimes de la pression du temps ? Peut-être, mais qui réclame de voir regrouper ses cours hebdomadaires sur une journée et se plaint de ne pas avoir de contact avec les collègues ? Qui se bat pour faire tout son service sur un semestre et regrette de ne pas avoir le temps de participer aux réunions de laboratoire ? En vérité, si la loi LRU et le *new public management* ont fait si rapidement autant de dégâts, c'est peut-être parce qu'ils ont été, dans les faits, peu combattus et que, depuis longtemps, beaucoup d'universitaires ont renoncé à être des chercheurs libres, préférant s'abriter derrière les dysfonctionnements du système plutôt que de lutter pour le réformer.

⁵ Les personnels non enseignants sont automatiquement comptabilisés quand ils font grève, les enseignants, eux, doivent se déclarer grévistes.

...et sans doute victime de sa lâcheté

Pourquoi les universitaires, malgré un statut protecteur et une tradition pluricentenaire d'indépendance face aux pouvoirs politiques sont-ils si peu nombreux à se syndiquer, à signer des pétitions, à manifester dans la rue ? Pourquoi râtons-nous sans cesse contre nos instances nous donnant des délais de plus en plus courts pour rendre nos maquettes pédagogiques, expertiser le dossier de collègues ou répondre à un appel d'offre, mais sommes-nous si peu à dire « non : c'est impossible à faire correctement dans ces délais donc je ne le ferai pas ! ». Pourquoi remplissons-nous, en maugréant, de plus en plus de paperasses administratives censées lutter contre nos abus, sans, une bonne fois pour toutes, refuser de remplir tout papier postulant notre malhonnêteté ? Pourquoi, dans un jury de thèse, cédon-nous à la pression des collègues demandant une mention que, selon nous, le candidat ne mérite pas ? Pourquoi, membre extérieur d'un comité de sélection, assistons-nous à la deuxième séance (celle de l'audition) alors que la première séance a montré clairement que les dés étaient pipés ? Pourquoi ? Parce que, comme tous les êtres sociaux, nous sommes ainsi que Stanley Milgram l'a démontré, des êtres éduqués pour obéir ? Dans ces conditions, pourquoi affirmer sans cesse que notre cœur de métier est de former « des citoyens éclairés, avec un esprit critique » ? Alors ? Tout simplement par peur pour notre petite carrière, peur du conflit interpersonnel, peur de l'engagement : « On ne peut pas enseigner la non-violence à celui qui craint de mourir et n'a pas l'énergie de résister. Une souris sans défense n'est pas non violente parce qu'elle se laisse manger par le chat » dit Gandhi (Jahanbegloo, 1997 : 61). On ne peut pas accuser de mauvaises lois et une conception simpliste du management de tous les maux si on ne fait pas l'effort de regarder la vérité en face. Nous sommes victimes parce que nous n'avons pas eu le courage de nous engager corps et âme dans la lutte ; nous avons perdu la bataille parce que nous avons refusé de mener la guerre.

Conclusion

Nous partageons le diagnostic d'Arnaud Mercier, les universités sont à la dérive, les universitaires sont en périls. La loi LRU, les politiques d'évaluation, la course à la taille critique, les nouvelles modalités du management public, etc. nous précipitent dans le mur. Mais, contrairement à lui, nous ne pensons pas que toutes les difficultés proviennent des orientations prises par les pouvoirs publics ces dix dernières années. Le mal est plus profond. D'une part, l'espace public universitaire est moribond, si bien que la voix de la communauté universitaire est inaudible dans l'espace public national et, d'autre part, le peu d'engagement concret dans des actes de résistance contre les lois proposées par les gouvernements explique, en grande partie, la facilité avec lesquelles des décisions si récentes ont bouleversé si profondément le monde universitaire. Non, nous ne sommes

pas victimes d'un quelconque totalitarisme barbare contre lequel nous n'avons aucun moyen de lutter. D'abord et avant tout, nous sommes victimes de notre impossibilité à faire communauté et de notre répugnance à nous engager. Non pas martyrs de l'aliénation à nos gouvernants, mais victimes de la soumission à notre propre lâcheté.

Références

- Andriantsimbazovina J., 2012, « Université et démocratie : pour une révision urgente de la LRU », *Lemonde.fr*, 4 mai. Accès : http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/05/04/universites-et-democratie-pour-une-revision-urgente-de-la-lru_1695872_3232.html. Consulté le 04/03/13.
- Arendt H., 1958, *La Condition de l'homme moderne*, trad. de l'anglais par G. Fradier, Paris, Calmann-Lévy, 1983.
- Berlin I., 1969, *Éloge de la liberté*, trad. de l'anglais par J. Carnaud et J. Lahana, Paris, Calmann-Lévy, 1988.
- Braudel F., 1967, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme : xv^e-xviii^e siècle. 1. Le possible et l'impossible, les hommes face à leur vie quotidienne*, Paris, A. Colin, 1980.
- 1979a, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme : xv^e-xviii^e siècle. 2. Les jeux de l'échange*, Paris, A. Colin, 1980.
- 1979b, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme : xv^e-xviii^e siècle. 3. Le temps du monde*, Paris, A. Colin, 1980.
- Castoriadis C., 1975, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Dacheux É., dir., 2008, *L'espace public*, Paris, CNRS Éd.
- Forgues É., 2000, « Vers un tournant symbolique post structuraliste en sciences sociales », *Religioglogiques*, 22, pp. 189-215.
- Gauchet M., 2004, *Un monde désenchanté ?*, Paris, Éd. L'Atelier/Éditions Ouvrières.
- Habermas J., 1978, *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, trad. de l'allemand par M. B. de Launay, Paris, Payot.
- 1992, *Droit et démocratie. Entre faits et normes*, trad. de l'allemand par R. Rochlitz et Chr. Bouchindhomme, Paris, Gallimard, 1997.
- Hayes Gr., Ollitrault S., 2012, *La désobéissance civile*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Hermès, 2011, « Edgar Morin, aux risques d'une pensée libre », 60.
- Hessel S., 2010, *Indignez-vous !*, Montpellier, Éd. Indigènes.
- 2011, *Engagez-vous !*, La Tour d'Aigues, Éd. L'Aube.
- Ion J., 2001, *L'Engagement au pluriel*, Saint-Étienne, Presses universitaires de Saint-Étienne.
- Jahanbegloo R., 1997, « La vérité de Gandhi », *Études*, 3871-2, pp. 57-65.
- La Boétie É. de, 1574, *Discours sur la servitude volontaire*, Paris, Gallimard, 2008.

- Leca J., 2004, « La question démocratique », pp. 21-30, in : Damamme D., dir., *La Démocratie en Europe*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Liquète V., éd., 2010, *Médiations*, Paris, CNRS Éd.
- Lochard G., 1999, « Parcours d'un concept dans les études télévisuelles », *Hermès*, 25, pp. 143-151.
- Marx K., 1932, *Manuscrits de 1844*, Paris, Éd. sociales, 1969.
- Mercier A., 2012, « Dérives des universités, périls des universitaires », *Questions de communication*, 22, pp. 197-234.
- Morin E., 2004, *La méthode. 6. L'éthique*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Monnoyer-Smith L., 2011, *Communication et délibération. Enjeux technologiques et mutations citoyennes*, Paris, Lavoisier.
- Ogien A., Laugier S., 2010, *Pourquoi désobéir en démocratie*, Paris, Éd. La Découverte, 2011.
- Paquot T., 2009, *L'espace public*, Paris, Éd. La Découverte.
- Pécresse V., Kahn A., 2011, *Controverses. Université, science et progrès*, Paris, Éd. Nil.
- Perret J.-B., 2004, « Y-a-t-il des objets plus communicationnels que d'autres », *Hermès*, 38, pp. 121-128.
- Rancière J., 2005, *La Haine de la démocratie*, Paris, Éd. La Fabrique.
- Ricœur P., 1997, *L'idéologie et l'utopie*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Sartre J.-P., 1943, *L'être et le néant*, Paris, Gallimard.
- 1945, *L'existentialisme est un humanisme*, Paris, Gallimard, 1996.
- Schumpeter J. A., 1942, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, trad. de l'anglais par G. Fain, Paris, Payot.
- Sharp G., 1995, *La guerre civilisée. La défense par actions civiles*, trad. de l'américain par B. Lazarevitch, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- Sémelin J., 1998, « De la force des faibles : analyse des travaux sur la résistance civile et la non violence », *Revue française de science politique*, 6, vol. 48, pp. 773-782.
- Simmel G., 1918, *Le conflit*, trad. de l'allemand par S. Miller, Paris, Éd. Circé, 1995.
- Tassin É., 1992, « Espace commun ou espace public ? L'antagonisme de la communauté et de la publicité », *Hermès*, 10, pp. 23-37.
- Thoreau H.-D., 1849, *La désobéissance civile*, trad. de l'américain par J.-P. Cattelain, Paris, Utovie, 1993.
- Tocqueville A. de, 1835, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, 1999.
- Vacarme, 2012, « La démocratie malade de son devenir universitaire », 61.
- Verbunt G., 2006, *La modernité interculturelle : la voie de l'autonomie*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Virilio P., 1995, *La vitesse de libération*, Paris, Galilée.